

chons de plus en plus du système américain et nous ne le tolérerons pas.

Le Nouveau Parti démocratique a créé le régime d'assurance-maladie au Canada. Nous n'allons certes pas rester là les bras croisés pendant que le gouvernement est en train de le détruire. Nous allons lutter jusqu'au bout.

Des voix: Bravo!

[Français]

Mme McLaughlin: Je suis sidérée, monsieur le Président, de voir le gouvernement poser un geste aussi borné que d'imposer des réductions au financement de l'éducation postsecondaire. Par exemple, l'Association canadienne des professeurs d'université estime que ces réductions s'élèvent à 3,1 milliards de dollars.

Il va de soi pour tout Canadien sensé ou Canadienne sensée que nos jeunes constituent la ressource la plus importante dont nous disposons pour maintenir une économie solide.

• (1710)

C'est seulement une fois que nous aurons investi dans nos jeunes, et une fois que nous leur aurons donné la formation nécessaire, qu'il leur sera possible de relever les défis de demain. L'éducation est la clé pour un avenir prospère et durable.

J'aimerais mentionner un dernier élément concernant les transferts fédéraux aux provinces et aux territoires, monsieur le Président, et il est très important. Les réductions des dépenses du gouvernement dans les domaines de la santé et de l'éducation vont entraîner la création de deux sociétés: une riche et l'autre pauvre. Quelques provinces et territoires pourront, peut-être, compenser pour les réductions du gouvernement fédéral, mais il sera impossible aux provinces et aux territoires les plus pauvres d'en faire de même.

[Traduction]

Les services diminueront dans les provinces qui ne peuvent combler la différence. Voulons-nous d'un Canada où les Terre-Neuviens, par exemple, n'auraient pas accès à des installations hospitalières aussi convenables que celles des Ontariens, où les universités de la Saskatchewan devront augmenter les frais de scolarité et se contenter de locaux surpeuplés et de laboratoires mal équipés?

Où est donc la norme nationale? Le Canada, c'est l'égalité, la justice pour toutes les régions. Nous ne pouvons continuer de demander aux régions les plus pauvres de payer pour la mauvaise gestion de l'économie.

Le budget

Il est inacceptable que l'on crée un Canada qui soit riche et un autre qui soit pauvre, et il faut que cela cesse dès maintenant.

Lorsqu'on examine le budget, on se rend compte de nouveau que, à l'instar de la taxe sur les produits et services, le budget vise à dépouiller au maximum les plus démunis, ceux qui sont le moins en mesure d'exprimer leur opinion et de se rebeller.

Les réductions annoncées, comme bien d'autres qui les ont précédées, s'attaquent aux membres de notre société qui ont le plus besoin de l'aide de leurs concitoyens. Il suffit de penser aux centaines de millions de dollars retranchés du Régime d'assistance publique du Canada pour les subventions accordées à l'Alberta, à la Colombie-Britannique et à l'Ontario. Ce régime sert à financer les programmes d'assistance sociale de garde d'enfants et d'autres visant à satisfaire aux besoins des pauvres.

Les pauvres de ces provinces ont tout autant besoin de ces programmes que les pauvres des autres régions du pays. Quand on est pauvre, on est pauvre, peu importe où l'on vit.

On pourrait se demander si les ministériels ne se promènent jamais dans les rues. S'ils le faisaient, ils auraient tôt fait de s'apercevoir que le nombre de sans-abris au Canada augmente sans cesse. Et pourtant, que fait le gouvernement? Il réduit les dépenses destinées aux logements sociaux. C'est un crime.

Si les députés ministériels visitaient de nombreuses localités du Canada, ils verraient de leurs propres yeux ce qu'il faut faire. Les députés à la Chambre devraient dire aux peuples autochtones du Canada: «Nous sommes ici pour veiller à ce que vous, en tant que premières nations de ce pays, puissiez mener votre vie comme vous l'entendez, vous avez droit à notre respect et nous allons appuyer vos buts et objectifs». Au lieu de cela, que fait le gouvernement? Il réduit les programmes des autochtones et des Inuit de 50 millions de dollars cette année et de 50 millions l'an prochain, tout comme il a réduit les programmes d'enseignement postsecondaire des autochtones l'an dernier. Les faits sont éloquentes. Le traitement que le gouvernement accorde aux premières nations du Canada est tout simplement scandaleux.

J'ai mentionné tantôt que l'une des réductions les plus cruelles et inutiles est probablement celle qui s'applique aux programmes des anciens combattants, à ces hommes et à ces femmes qui ont servi leur pays. Ces réductions touchent leurs programmes de soins prolongés et de logement et font augmenter le prix de leur chambre et de